

conclut qu'il n'y a pas de solutions nationales possibles et qu'il faut mettre sur pied des programmes régionaux applicables également aux Antilles et à d'autres pays d'Amérique latine. "Ce qu'il faut, c'est un accord Contadora économique." Pour diversifier les liens de dépendance, on peut commencer par créer un mini-Nouvel ordre économique international (NOEI) propre à l'Amérique latine et aux "petits pays non impérialistes". Par exemple, les pays d'Amérique centrale et des Antilles possèdent d'importantes richesses sous-marines et pétrolières; en cinq ans, ils pourraient produire assez de céréales de base pour suffire à leurs besoins. Celles-ci pourraient même être échangées contre du pétrole mexicain. La mise en place d'un mini-NOEI, ajoute l'orateur, pourrait commencer immédiatement et contribuer sensiblement aux efforts de coopération et de paix : "La croissance sans équité est la meilleure garantie d'instabilité." Pour en revenir à Contadora, il importe en priorité "d'éviter le pire", c'est-à-dire l'entrée en guerre du Nicaragua avec les États-Unis ou avec ses voisins.

Abordant la question des aspects prioritaires, un autre participant s'est alors demandé s'il fallait d'abord conclure un accord global, ou arrêter les combats ? Pour lui, la conclusion d'un cessez-le-feu est la condition préalable à la signature d'un traité de paix général, et "le comportement impérialiste" des États-Unis se trouve au coeur du problème. Pour parvenir à une solution, les pays d'Amérique centrale devront aussi définir leurs propres responsabilités.

La discussion a ensuite porté sur les démarches diplomatiques que le Canada pourrait entreprendre et sur les ressources qu'il pourrait fournir pour faciliter le règlement des problèmes. Le Canada, que les pays d'Amérique centrale considèrent comme une nation alliée et qui est en bonnes relations de voisinage avec les États-Unis, pourrait, estime-t-on, influencer par des voies diplomatiques sur les deux principaux antagonistes, à savoir les États-Unis et le Nicaragua. Il pourrait proposer des solutions qui permettraient aux deux parties de faire marche arrière sans "perdre la face". La tenue d'une conférence avec l'opposition nicaraguayenne non somociste pourrait constituer un premier pas en ce sens.

Avec d'autres pays comme la Suède, le Canada devrait aussi fournir un soutien "plus intensif" à Contadora et se tenir prêt à intervenir avec des propositions diplomatiques convaincantes, au cas où Contadora II échouerait. En outre, le Canada pourrait aussi aider à sensibiliser davantage l'opinion internationale à ce qui se passe en Amérique centrale. Il a déjà influé sur le conflit sud-africain; il pourrait prendre des mesures semblables en Amérique centrale et